



**FONDS COMPLÉMENTAIRE  
INTERNATIONAL D'INDEMNISATION  
POUR LES DOMMAGES  
DUS À LA POLLUTION  
PAR LES HYDROCARBURES**

ASSEMBLÉE  
1ère session  
Point 5 de l'ordre du jour

SUPPFUND/A.1/5  
20 janvier 2005  
Original: ANGLAIS

## **ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

### **Note de l'Administrateur des Fonds internationaux d'indemnisation de 1971 et de 1992 pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures**

<b>Résumé:</b>	Le présent document comporte le Règlement intérieur proposé de l'Assemblée du Fonds complémentaire.
<b>Mesures à prendre:</b>	Adopter le Règlement intérieur.

#### **1 La question**

- 1.1 À sa session de mai 2004, l'Assemblée du Fonds de 1992 a pris note du point de vue de l'Administrateur selon lequel l'Assemblée du Fonds complémentaire devrait, dans la mesure du possible, appliquer le même Règlement intérieur que celui de l'Assemblée du Fonds de 1992. Celle-ci a examiné le projet de règlement intérieur figurant à l'annexe II du document 92FUND/A/ES.8/2/1 et a décidé de recommander à l'Assemblée du Fonds complémentaire d'adopter le texte proposé (document 92FUND/A/ES.8/4, paragraphe 3.2.5).
- 1.2 Le Règlement intérieur proposé de l'Assemblée du Fonds complémentaire examiné par l'Assemblée du Fonds de 1992 est reproduit à l'annexe. Il suit d'aussi près que possible celui de l'Assemblée du Fonds de 1992, reproduit également à cette annexe. Les différences éventuelles entre les deux règlements sont signalées.
- 1.3 L'Assemblée du Fonds de 1992 sera invitée à examiner certains amendements aux articles 1, 4, 5 et 14 de son propre Règlement intérieur. Les amendements proposés ont été inclus dans le texte figurant à l'annexe.

#### **2 Mesures que l'Assemblée est invitée à prendre**

L'Assemblée est invitée à adopter son Règlement intérieur.

\* \* \*

## ANNEXE

### Règlement intérieur

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
<b>RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE DU FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES CRÉÉ EN VERTU DE LA CONVENTION DE 1992 PORTANT CRÉATION DU FONDS</b>	<b>RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE DU FONDS COMPLÉMENTAIRE INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS À LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES CRÉÉ EN VERTU DU PROTOCOLE DE 2003 SE RAPPORTANT À LA CONVENTION DE 1992 PORTANT CRÉATION DU FONDS</b>
<i>Définitions</i>	<i>Définitions</i>
<b>Article premier</b>	<b>Article premier</b>
Aux fins du présent règlement:	Aux fins du présent règlement:
<p>a) "Convention de 1992 portant création du Fonds" désigne la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;</p> <p>b) "Membre" désigne un État pour lequel la Convention de 1992 portant création du Fonds est en vigueur;</p> <p>c) "Fonds de 1992" désigne le Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures créé en vertu de la Convention de 1992 portant création du Fonds;</p> <p>d) "Convention de 1971 portant création du Fonds" désigne la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;</p> <p>e) "Fonds de 1971" désigne le Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures créé en vertu de la Convention de 1971 portant création du Fonds;</p> <p>f) "Fonds complémentaire" désigne le Fonds complémentaire international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures créé en vertu du Protocole de 2003 se rapportant à la Convention de 1992 portant création du Fonds.<sup>&lt;1&gt;</sup></p>	<p>a) "Protocole portant création du Fonds complémentaire" désigne le Protocole de 2003 se rapportant à la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;</p> <p>b) "Membre" désigne un État pour lequel le Protocole portant création du Fonds complémentaire est en vigueur;</p> <p>c) "Fonds complémentaire" désigne le Fonds complémentaire international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures créé en vertu du Protocole de 2003 se rapportant à la Convention de 1992 portant création du Fonds;</p> <p>d) "Convention de 1992 portant création du Fonds" désigne la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures;</p> <p>e) "Fonds de 1992" désigne le Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures créé en vertu de la Convention de 1992 portant création du Fonds.</p>
<i>Sessions</i>	<i>Sessions</i>
<b>Article 2</b>	<b>Article 2</b>
L'Assemblée se réunit en session conformément aux dispositions de l'article 19 de la Convention de 1992 portant création du Fonds. L'Administrateur informe les Membres de la date d'ouverture au moins 60 jours à l'avance pour chaque session ordinaire et au moins 30 jours à l'avance pour chaque session extraordinaire.	L'Assemblée se réunit en session conformément aux dispositions de l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et de l'article 19 de la Convention de 1992 portant création du Fonds. L'Administrateur informe les Membres de la date d'ouverture au moins 60 jours à l'avance pour chaque session ordinaire et au moins 30 jours à l'avance pour chaque session extraordinaire.
<b>Article 3</b>	<b>Article 3</b>
L'Assemblée tient normalement ses sessions à Londres (Royaume-Uni) à moins qu'elle n'en décide autrement dans un cas particulier. Si, entre les sessions, l'Administrateur, avec l'assentiment du Président, ou tout Membre propose que la session suivante ait lieu ailleurs, une décision dans ce sens peut être prise à la majorité des membres au moyen d'une approbation écrite adressée (y compris par télécopie ou courrier électronique) à l'Administrateur. Une telle décision prise à la majorité est communiquée aux Membres quarante-cinq jours au moins avant le début de la session correspondante.	L'Assemblée tient normalement ses sessions à Londres (Royaume-Uni) à moins qu'elle n'en décide autrement dans un cas particulier. Si, entre les sessions, l'Administrateur, avec l'assentiment du Président, ou tout Membre propose que la session suivante ait lieu ailleurs, une décision dans ce sens peut être prise à la majorité des membres au moyen d'une approbation écrite adressée (y compris par télécopie ou courrier électronique) à l'Administrateur. Une telle décision prise à la majorité est communiquée aux Membres quarante-cinq jours au moins avant le début de la session correspondante.

<sup><1></sup> Nouveau point conformément à une proposition faite à l'Assemblée du Fonds de 1992.

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
<p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p>L'Administrateur, avec l'assentiment du Président, invite:</p> <p>a) les États qui ont signé la Convention de 1992 portant création du Fonds ou qui ont déposé l'instrument approprié en ce qui concerne ladite Convention mais pour lesquels ladite Convention n'est pas encore en vigueur;</p> <p>b) les États qui ont notifié au Fonds de 1992 qu'ils envisagent d'adhérer à la Convention de 1992 portant création du Fonds;</p> <p>c) les États qui étaient Membres du Fonds de 1971 mais qui ne sont pas Membres du Fonds de 1992; et <sup>&lt;2&gt;</sup></p> <p>d) les États qui seraient invités à envoyer des observateurs aux réunions du Conseil d'administration du Fonds de 1971, conformément au Règlement intérieur de ce Fonds <sup>&lt;2&gt;</sup></p> <p>à envoyer des observateurs aux sessions de l'Assemblée.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Projet</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p>L'Administrateur, avec l'assentiment du Président, invite:</p> <p>a) les États qui ont signé le Protocole portant création du Fonds complémentaire ou qui ont déposé l'instrument approprié en ce qui concerne ledit Protocole mais pour lesquels ledit Protocole n'est pas encore en vigueur;</p> <p>b) les autres États qui sont Membres du Fonds de 1992 mais qui ne sont pas Membres du Fonds complémentaire; et</p> <p>c) les États qui seraient invités à envoyer des observateurs aux réunions de l'Assemblée du Fonds de 1992, conformément au Règlement intérieur de ce Fonds</p> <p>à envoyer des observateurs aux sessions de l'Assemblée.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p> <p>L'Administrateur invite les organisations ci-après à se faire représenter par des observateurs à toutes les sessions de l'Assemblée:</p> <p>a) le Fonds de 1971;</p> <p>b) le Fonds complémentaire <sup>&lt;2&gt;</sup></p> <p>c) l'Organisation des Nations Unies;</p> <p>d) l'Organisation maritime internationale;</p> <p>e) toute autre institution spécialisée des Nations Unies avec laquelle le Fonds de 1992 a des intérêts communs;</p> <p>f) toute autre organisation intergouvernementale et toute organisation internationale non gouvernementale que l'Assemblée a décidé d'autoriser à participer à ses réunions, conformément à l'article 18.10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p> <p>L'Administrateur invite les organisations ci-après à se faire représenter par des observateurs à toutes les sessions de l'Assemblée:</p> <p>a) le Fonds de 1992;</p> <p>b) l'Organisation des Nations Unies;</p> <p>c) l'Organisation maritime internationale;</p> <p>d) toute autre institution spécialisée des Nations Unies avec laquelle le Fonds complémentaire a des intérêts communs;</p> <p>e) toute autre organisation intergouvernementale et toute organisation internationale non gouvernementale que l'Assemblée a décidé d'autoriser à participer à ses réunions, conformément à l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et à l'article 18.10 de la Convention de 1992 portant création du Fonds.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 6</b></p> <p>Les observateurs peuvent, avec le consentement de l'Assemblée, participer sans droit de vote aux délibérations de l'Assemblée sur toute question les intéressant directement. Ils ont accès aux documents non confidentiels et à tout autre document que l'Administrateur peut, avec l'assentiment du Président, décider de leur communiquer.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 6</b></p> <p>Les observateurs peuvent, avec le consentement de l'Assemblée, participer sans droit de vote aux délibérations de l'Assemblée sur toute question les intéressant directement. Ils ont accès aux documents non confidentiels et à tout autre document que l'Administrateur peut, avec l'assentiment du Président, décider de leur communiquer.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 7</b></p> <p>L'Assemblée peut inviter le représentant de tout autre organe ou toute personne à participer sans droit de vote à l'examen de toute question qui présente pour eux un intérêt particulier ou sur laquelle ils ont des connaissances particulières.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 7</b></p> <p>L'Assemblée peut inviter le représentant de tout autre organe ou toute personne à participer sans droit de vote à l'examen de toute question qui présente pour eux un intérêt particulier ou sur laquelle ils ont des connaissances particulières.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Délégations</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8</b></p> <p>Chaque Membre désigne un représentant; il peut également désigner des suppléants et autant de conseillers et experts qu'il est nécessaire.</p> <p>Le Président peut autoriser tout autre membre de la délégation d'un représentant désigné par ce dernier à prendre la parole sur un point particulier à une réunion quelconque de l'Assemblée.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Délégations</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8</b></p> <p>Chaque Membre désigne un représentant; il peut également désigner des suppléants et autant de conseillers et experts qu'il est nécessaire.</p> <p>Le Président peut autoriser tout autre membre de la délégation d'un représentant désigné par ce dernier à prendre la parole sur un point particulier à une réunion quelconque de l'Assemblée.</p>

<2> Texte mis au point conformément à une proposition faite à l'Assemblée du Fonds de 1992.

<b>Fonds de 1992</b>	<b>Fonds complémentaire</b>
	<b>Projet</b>
<i>Pouvoirs</i> <b>Article 9</b>  Les Membres transmettent à l'Administrateur les pouvoirs de leur représentant ainsi que le nom des suppléants ou autres membres de leur délégation au plus tard le jour de l'ouverture de la session de l'Assemblée. Les pouvoirs émanent du Chef de l'État, du Chef du gouvernement, du Ministre des affaires étrangères ou d'une autorité compétente désignée par le gouvernement et notifiée à l'Administrateur.	<i>Pouvoirs</i> <b>Article 9</b>  Les Membres transmettent à l'Administrateur les pouvoirs de leur représentant ainsi que le nom des suppléants ou autres membres de leur délégation au plus tard le jour de l'ouverture de la session de l'Assemblée. Les pouvoirs émanent du Chef de l'État, du Chef du gouvernement, du Ministre des affaires étrangères ou d'une autorité compétente désignée par le gouvernement et notifiée à l'Administrateur.
<b>Article 10</b>  L'Administrateur examine les pouvoirs des délégations et fait rapport à l'Assemblée dans les plus brefs délais.	<b>Article 10</b>  L'Administrateur examine les pouvoirs des délégations et fait rapport à l'Assemblée dans les plus brefs délais.
<b>Article 11</b>  Tout représentant à l'admission duquel un Membre a présenté des objections siège à titre provisoire avec les mêmes droits que les autres représentants, jusqu'à ce que l'Assemblée ait pris une décision au sujet du rapport de l'Administrateur sur les pouvoirs.	<b>Article 11</b>  Tout représentant à l'admission duquel un Membre a présenté des objections siège à titre provisoire avec les mêmes droits que les autres représentants, jusqu'à ce que l'Assemblée ait pris une décision au sujet du rapport de l'Administrateur sur les pouvoirs.
<i>Accès du public aux réunions</i> <b>Article 12</b>  Les séances de l'Assemblée sont publiques, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement. L'Assemblée peut décider qu'une séance particulière ou qu'une partie d'une séance sera privée. Si une séance particulière ou une partie d'une séance est privée, toute décision doit figurer dans le compte rendu des décisions. Même si une séance de l'Assemblée est publique, l'Assemblée peut exclure de l'assistance à tout moment les groupes ou individus qui interrompent ou troublent la réunion ou dont l'Assemblée estime qu'ils risquent de le faire.  Les séances des organes subsidiaires de l'Assemblée autres que le Conseil d'administration et le Comité exécutif sont privées à moins que l'Assemblée n'en décide autrement dans un cas déterminé.	<i>Accès du public aux réunions</i> <b>Article 12</b>  Les séances de l'Assemblée sont publiques, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement. L'Assemblée peut décider qu'une séance particulière ou qu'une partie d'une séance sera privée. Si une séance particulière ou une partie d'une séance est privée, toute décision doit figurer dans le compte rendu des décisions. Même si une séance de l'Assemblée est publique, l'Assemblée peut exclure de l'assistance à tout moment les groupes ou individus qui interrompent ou troublent la réunion ou dont l'Assemblée estime qu'ils risquent de le faire.  Les séances des organes subsidiaires de l'Assemblée sont privées à moins que l'Assemblée n'en décide autrement dans un cas déterminé.
<i>Ordre du jour</i> <b>Article 13</b>  L'ordre du jour provisoire de chaque session de l'Assemblée est établi par l'Administrateur et soumis à l'approbation du Président avant sa diffusion.	<i>Ordre du jour</i> <b>Article 13</b>  L'ordre du jour provisoire de chaque session de l'Assemblée est établi par l'Administrateur et soumis à l'approbation du Président avant sa diffusion.

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
<p style="text-align: center;"><b>Article 14</b></p> <p>À l'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de l'Assemblée figurent, outre les questions prescrites par l'article 18 de la Convention de 1992 portant création du Fonds:</p> <p>a) toutes les questions dont l'inscription à l'ordre du jour a été demandée par l'Assemblée lors d'une session antérieure;</p> <p>b) toutes les questions dont l'inscription a été demandée par un organe subsidiaire créé par l'Assemblée;</p> <p>c) toute question dont l'inscription est demandée par un Membre du Fonds de 1992;</p> <p>d) les questions relatives au budget, aux comptes et à la gestion financière du Fonds de 1992;</p> <p>e) sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, toute question dont l'inscription est proposée par l'une des institutions spécialisées des Nations Unies;</p> <p>f) toute question dont l'inscription a été demandée par le Conseil d'administration<sup>&lt;3&gt;</sup> du Fonds de 1971;</p> <p>g) toute question dont l'inscription a été demandée par l'Assemblée du Fonds complémentaire<sup>&lt;3&gt;</sup>.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Projet</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 14</b></p> <p>À l'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de l'Assemblée figurent, outre les questions prescrites par l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et l'article 18 de la Convention de 1992 portant création du Fonds:</p> <p>a) toutes les questions dont l'inscription à l'ordre du jour a été demandée par l'Assemblée lors d'une session antérieure;</p> <p>b) toutes les questions dont l'inscription a été demandée par un organe subsidiaire créé par l'Assemblée;</p> <p>c) toute question dont l'inscription est demandée par un Membre du Fonds complémentaire;</p> <p>d) les questions relatives au budget, aux comptes et à la gestion financière du Fonds complémentaire;</p> <p>e) sous réserve des consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, toute question dont l'inscription est proposée par l'une des institutions spécialisées des Nations Unies;</p> <p>f) toute question dont l'inscription a été demandée par l'Assemblée du Fonds de 1992.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 15</b></p> <p>À chaque session, le premier point de l'ordre du jour provisoire est l'adoption de l'ordre du jour.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 15</b></p> <p>À chaque session, le premier point de l'ordre du jour provisoire est l'adoption de l'ordre du jour.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 16</b></p> <p>Toute question à l'ordre du jour d'une session de l'Assemblée dont l'examen n'aura pas été terminé à cette session est inscrite à l'ordre du jour de la session suivante, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 16</b></p> <p>Toute question à l'ordre du jour d'une session de l'Assemblée dont l'examen n'aura pas été terminé à cette session est inscrite à l'ordre du jour de la session suivante, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 17</b></p> <p>L'Administrateur fait normalement tenir aux Membres l'ordre du jour provisoire de chaque session et les documents qui s'y rapportent 45 jours au moins avant les sessions ordinaires et 30 jours au moins avant les sessions extraordinaires.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 17</b></p> <p>L'Administrateur fait normalement tenir aux Membres l'ordre du jour provisoire de chaque session et les documents qui s'y rapportent 45 jours au moins avant les sessions ordinaires et 30 jours au moins avant les sessions extraordinaires.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 18</b></p> <p>L'Administrateur peut, avec l'assentiment du Président, inscrire toute autre question qui peut se présenter entre la date d'expédition de l'ordre du jour provisoire et celle d'ouverture de la session dans un ordre du jour provisoire supplémentaire qui est communiqué aux Membres sans tarder.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 18</b></p> <p>L'Administrateur peut, avec l'assentiment du Président, inscrire toute autre question qui peut se présenter entre la date d'expédition de l'ordre du jour provisoire et celle d'ouverture de la session dans un ordre du jour provisoire supplémentaire qui est communiqué aux Membres sans tarder.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 19</b></p> <p>L'Administrateur fait rapport à l'Assemblée sur les incidences d'ordre administratif, financier et juridique de toute question de fond inscrite à l'ordre du jour et soumise à l'Assemblée. Sauf décision contraire, l'Assemblée n'étudie aucune question de cette nature si elle n'est en possession du rapport de l'Administrateur depuis quarante-huit heures au moins.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 19</b></p> <p>L'Administrateur fait rapport à l'Assemblée sur les incidences d'ordre administratif, financier et juridique de toute question de fond inscrite à l'ordre du jour et soumise à l'Assemblée. Sauf décision contraire, l'Assemblée n'étudie aucune question de cette nature si elle n'est en possession du rapport de l'Administrateur depuis quarante-huit heures au moins.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Président et Vice-présidents</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 20</b></p> <p>L'Assemblée élit à la première séance de chaque session ordinaire un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président choisis parmi les représentants des Membres.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Président et Vice-présidents</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 20</b></p> <p>L'Assemblée élit à la première séance de chaque session ordinaire un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président choisis parmi les représentants des Membres.</p>

<3> Texte mis au point conformément à des propositions faites à l'Assemblée du Fonds de 1992

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
	<b>Projet</b>
<p style="text-align: center;"><b>Article 21</b></p> <p>À l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée, le représentant de la délégation à laquelle appartenait le Président de la session ordinaire précédente assume la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée ait élu un président pour la session.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 21</b></p> <p>À l'ouverture de chaque session ordinaire de l'Assemblée, le représentant de la délégation à laquelle appartenait le Président de la session ordinaire précédente assume la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée ait élu un président pour la session.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 22</b></p> <p>Si le Président est absent d'une séance ou d'une partie de séance ou si, pour une raison quelconque, il n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, l'un des vice-présidents fait fonction de président.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 22</b></p> <p>Si le Président est absent d'une séance ou d'une partie de séance ou si, pour une raison quelconque, il n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, l'un des vice-présidents fait fonction de président.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 23</b></p> <p>Un président ou un vice-président faisant fonction de président ne vote pas, mais il peut désigner un autre membre de sa délégation pour représenter son gouvernement.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 23</b></p> <p>Un président ou un vice-président faisant fonction de président ne vote pas, mais il peut désigner un autre membre de sa délégation pour représenter son gouvernement.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Organes subsidiaires</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 24</b></p> <p>Conformément à l'article 18.9 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, l'Assemblée peut créer, à titre temporaire ou à titre permanent, les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires. Ces organes subsidiaires se conforment aux articles du présent Règlement intérieur dans la mesure où ils leur sont applicables, sauf décision contraire de l'Assemblée.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Organes subsidiaires</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 24</b></p> <p>Conformément à l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et à l'article 18.9 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, l'Assemblée peut créer, à titre temporaire ou à titre permanent, les organes subsidiaires qu'elle estime nécessaires. Ces organes subsidiaires se conforment aux articles du présent Règlement intérieur dans la mesure où ils leur sont applicables, sauf décision contraire de l'Assemblée.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Secrétariat</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 25</b></p> <p>L'Administrateur remplit les fonctions de secrétaire de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires et prend les dispositions nécessaires en vue de leurs réunions. Il peut déléguer ses fonctions à un autre membre du Secrétariat.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Secrétariat</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 25</b></p> <p>L'Administrateur remplit les fonctions de secrétaire de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires et prend les dispositions nécessaires en vue de leurs réunions. Il peut déléguer ses fonctions à un autre membre du Secrétariat.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 26</b></p> <p>L'Administrateur ou un autre membre du Secrétariat désigné par lui à cette fin peut présenter des exposés oraux ou écrits sur toute question en cours d'examen.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 26</b></p> <p>L'Administrateur ou un autre membre du Secrétariat désigné par lui à cette fin peut présenter des exposés oraux ou écrits sur toute question en cours d'examen.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 27</b></p> <p>Le Secrétariat établit un Compte rendu des décisions de chaque session de l'Assemblée.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 27</b></p> <p>Le Secrétariat établit un Compte rendu des décisions de chaque session de l'Assemblée.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 28</b></p> <p>Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire et distribuer aux Membres tous les rapports et autres documents de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires. Les documents non confidentiels sont également distribués aux observateurs.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 28</b></p> <p>Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire et distribuer aux Membres tous les rapports et autres documents de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires. Les documents non confidentiels sont également distribués aux observateurs.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Langues</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 29</b></p> <p>Les langues officielles et de travail du Fonds de 1992 sont l'anglais, le français et l'espagnol.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Langues</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 29</b></p> <p>Les langues officielles et de travail du Fonds complémentaire sont l'anglais, le français et l'espagnol.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 30</b></p> <p>Les interventions à l'Assemblée et dans ses organes subsidiaires sont faites dans l'une des langues officielles et interprétées dans l'autre langue. Une autre langue peut être utilisée à condition que l'orateur assure un service d'interprétation dans l'une des langues officielles.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 30</b></p> <p>Les interventions à l'Assemblée et dans ses organes subsidiaires sont faites dans l'une des langues officielles et interprétées dans l'autre langue. Une autre langue peut être utilisée à condition que l'orateur assure un service d'interprétation dans l'une des langues officielles.</p>

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
	<b>Projet</b>
<p style="text-align: center;"><b>Article 31</b></p> <p>Tous les rapports de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires ainsi que tous les documents se rapportant à des questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires sont publiés dans les langues officielles.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 31</b></p> <p>Tous les rapports de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires ainsi que tous les documents se rapportant à des questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires sont publiés dans les langues officielles.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Vote</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 32</b></p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article 33 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, les décisions de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires sont prises à la majorité des Membres présents et votants. Cette majorité est également requise pour toutes décisions relatives à des élections, ainsi que pour l'adoption des rapports, résolutions et recommandations.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Vote</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 32</b></p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et de l'article 33 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, les décisions de l'Assemblée et de ses organes subsidiaires sont prises à la majorité des Membres présents et votants. Cette majorité est également requise pour toutes décisions relatives à des élections, ainsi que pour l'adoption des rapports, résolutions et recommandations.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 33</b></p> <p>Chaque Membre dispose d'une voix. Aux fins du présent règlement et conformément à l'article 32 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, il faut entendre:</p> <p>a) par "Membres présents" les Membres présents à la séance au moment du vote;</p> <p>b) par "Membres présents et votants" les Membres qui sont présents et qui votent pour ou contre. Les Membres qui s'abstiennent de voter ou qui rendent un bulletin non valable sont considérés comme non votants</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 33</b></p> <p>Chaque Membre dispose d'une voix. Aux fins du présent règlement et conformément à l'article 16.2 du Protocole portant création du Fonds complémentaire et à l'article 32 de la Convention de 1992 portant création du Fonds, il faut entendre:</p> <p>a) par "Membres présents" les Membres présents à la séance au moment du vote;</p> <p>b) par "Membres présents et votants" les Membres qui sont présents et qui votent pour ou contre. Les Membres qui s'abstiennent de voter ou qui rendent un bulletin non valable sont considérés comme non votants.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 34</b></p> <p>L'Assemblée vote normalement à main levée. Cependant, tout Membre peut demander un vote par appel nominal, lequel a lieu dans l'ordre alphabétique anglais des noms des Membres, en commençant par le Membre dont le Président a tiré le nom au sort.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 34</b></p> <p>L'Assemblée vote normalement à main levée. Cependant, tout Membre peut demander un vote par appel nominal, lequel a lieu dans l'ordre alphabétique anglais des noms des Membres, en commençant par le Membre dont le Président a tiré le nom au sort.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 35</b></p> <p>En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque Membre participant au scrutin est consigné dans le Compte rendu des décisions de la session considérée.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 35</b></p> <p>En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque Membre participant au scrutin est consigné dans le Compte rendu des décisions de la session considérée.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 36</b></p> <p>En cas de partage égal des voix, il est procédé à un deuxième tour de scrutin au cours de la séance suivante. Si un tel partage se reproduit, la proposition est considérée comme repoussée.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 36</b></p> <p>En cas de partage égal des voix, il est procédé à un deuxième tour de scrutin au cours de la séance suivante. Si un tel partage se reproduit, la proposition est considérée comme repoussée.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 37</b></p> <p>Toutes les élections ont lieu au scrutin secret, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 37</b></p> <p>Toutes les élections ont lieu au scrutin secret, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 38</b></p> <p>En cas de scrutin secret, deux scrutateurs choisis parmi les Membres présents sont désignés par l'Assemblée, sur proposition du Président, pour procéder au dépouillement du scrutin; il est rendu compte à l'Assemblée de tous les bulletins non valables.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 38</b></p> <p>En cas de scrutin secret, deux scrutateurs choisis parmi les Membres présents sont désignés par l'Assemblée, sur proposition du Président, pour procéder au dépouillement du scrutin; il est rendu compte à l'Assemblée de tous les bulletins non valables.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 39</b></p> <p>Si une seule personne ou un seul Membre doit être élu et qu'aucun candidat</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 39</b></p> <p>Si une seule personne ou un seul Membre doit être élu et qu'aucun candidat</p>

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
	<b>Projet</b>
<p>ne recueille la majorité au premier tour, on procède à un second tour de scrutin qui porte normalement sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, sauf en cas de décision contraire de l'Assemblée. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, l'élection est ajournée jusqu'à la séance suivante où, en cas de nouveau partage égal des voix, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.</p>	<p>ne recueille la majorité au premier tour, on procède à un second tour de scrutin qui porte normalement sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, sauf en cas de décision contraire de l'Assemblée. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, l'élection est ajournée jusqu'à la séance suivante où, en cas de nouveau partage égal des voix, le Président décide entre les candidats par tirage au sort.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 40</b></p> <p>a) Lorsque plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise aux termes de l'article 32 sont élus.</p> <p>b) Si le nombre des candidats obtenant la majorité requise est supérieur au nombre des sièges à pourvoir, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont déclarés élus.</p> <p>c) Si le nombre des candidats obtenant la majorité requise est inférieur au nombre des personnes ou des Membres à élire, on procède à un ou, s'il y a lieu, à plusieurs autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et le nombre de candidats ne devant pas être supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir. Toutefois, lorsqu'un même nombre de voix désigne plusieurs candidats pour le dernier rang de cette liste restreinte, chacun d'eux est inscrit sur la liste.</p> <p>d) En cas de partage égal des voix entre plusieurs candidats pour le dernier ou les derniers sièges à attribuer, il est procédé à un nouveau scrutin entre ces seuls candidats. Si le scrutin donne de nouveau un partage égal des voix, le Président tire au sort le candidat à éliminer pour le scrutin suivant.</p> <p>e) Un bulletin de vote comportant un nombre de candidats supérieur au nombre à élire est considéré comme nul.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 40</b></p> <p>a) Lorsque plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise aux termes de l'article 32 sont élus.</p> <p>b) Si le nombre des candidats obtenant la majorité requise est supérieur au nombre des sièges à pourvoir, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont déclarés élus.</p> <p>c) Si le nombre des candidats obtenant la majorité requise est inférieur au nombre des personnes ou des Membres à élire, on procède à un ou, s'il y a lieu, à plusieurs autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et le nombre de candidats ne devant pas être supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir. Toutefois, lorsqu'un même nombre de voix désigne plusieurs candidats pour le dernier rang de cette liste restreinte, chacun d'eux est inscrit sur la liste.</p> <p>d) En cas de partage égal des voix entre plusieurs candidats pour le dernier ou les derniers sièges à attribuer, il est procédé à un nouveau scrutin entre ces seuls candidats. Si le scrutin donne de nouveau un partage égal des voix, le Président tire au sort le candidat à éliminer pour le scrutin suivant.</p> <p>e) Un bulletin de vote comportant un nombre de candidats supérieur au nombre à élire est considéré comme nul.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Conduite des débats</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article [42] 41<sup>&lt;4&gt;</sup></b></p> <p>À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité des Membres.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Conduite des débats</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 41</b></p> <p>À l'Assemblée, le quorum est constitué par la majorité des Membres.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [43] 42</b></p> <p>Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de la session de l'Assemblée et, sous réserve de la décision de l'Assemblée, il fixe les heures des séances et peut lever la séance. Il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions résultant des votes.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 42</b></p> <p>Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de la session de l'Assemblée et, sous réserve de la décision de l'Assemblée, il fixe les heures des séances et peut lever la séance. Il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions résultant des votes.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [44] 43</b></p> <p>Les propositions et amendements sont normalement présentés par écrit et remis à l'Administrateur qui en distribue des exemplaires aux délégations. Aucune proposition n'est, en règle générale, débattue ou mise aux voix à une séance de l'Assemblée, à moins que le texte n'en ait été distribué aux délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président est toutefois habilité à autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure qui n'auraient pas été distribués ou qui l'auraient seulement été le jour même.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 43</b></p> <p>Les propositions et amendements sont normalement présentés par écrit et remis à l'Administrateur qui en distribue des exemplaires aux délégations. Aucune proposition n'est, en règle générale, débattue ou mise aux voix à une séance de l'Assemblée, à moins que le texte n'en ait été distribué aux délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président est toutefois habilité à autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure qui n'auraient pas été distribués ou qui l'auraient seulement été le jour même.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [45] 44</b></p> <p>L'Assemblée peut, sur proposition du Président, limiter le temps de parole de chaque orateur sur toute question particulière en discussion.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 44</b></p> <p>L'Assemblée peut, sur proposition du Président, limiter le temps de parole de chaque orateur sur toute question particulière en discussion.</p>

<4> Contrairement au Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds de 1971, le Règlement intérieur de l'Assemblée du Fonds de 1992 ne comporte pas d'article 41 (voir le document 92FUND/A/ES.8/2/1, paragraphe 3.4). Une proposition sera faite à l'Assemblée du Fonds de 1992 en vue de renuméroter les articles 42 à 57.



Fonds de 1992	Fonds complémentaire
<p style="text-align: center;"><b>Article [46] 45</b></p> <p>Au cours de la discussion de toute question, le représentant d'un Membre peut présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président prend immédiatement une décision, conformément au présent règlement. Le représentant d'un Membre peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des Membres présents et votants, est maintenue.</p> <p>Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question débattue.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Projet</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 45</b></p> <p>Au cours de la discussion de toute question, le représentant d'un Membre peut présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président prend immédiatement une décision, conformément au présent règlement. Le représentant d'un Membre peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des Membres présents et votants, est maintenue.</p> <p>Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question débattue.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [47] 46</b></p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article [43]42, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) suspension de séance,</li> <li>b) levée de séance,</li> <li>c) ajournement du débat sur le point en discussion, et</li> <li>d) clôture du débat sur le point en discussion.</li> </ol> <p>L'autorisation de prendre la parole à propos des motions visées aux alinéas a) à d) ci-dessus n'est accordée, outre l'auteur de la motion, qu'à un partisan et à deux adversaires de la motion; après quoi, la motion est immédiatement mise aux voix.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 46</b></p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article 43, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) suspension de séance,</li> <li>b) levée de séance,</li> <li>c) ajournement du débat sur le point en discussion, et</li> <li>d) clôture du débat sur le point en discussion.</li> </ol> <p>L'autorisation de prendre la parole à propos des motions visées aux alinéas a) à d) ci-dessus n'est accordée, outre l'auteur de la motion, qu'à un partisan et à deux adversaires de la motion; après quoi, la motion est immédiatement mise aux voix.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [48] 47</b></p> <p>Si plusieurs propositions ont trait à la même question, l'Assemblée vote sur les propositions dans l'ordre où elles ont été soumises, à moins qu'elle n'en décide autrement.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 47</b></p> <p>Si plusieurs propositions ont trait à la même question, l'Assemblée vote sur les propositions dans l'ordre où elles ont été soumises, à moins qu'elle n'en décide autrement.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [49] 48</b></p> <p>Les parties d'une proposition ou d'un amendement à une proposition sont mises aux voix séparément si le Président en décide ainsi avec le consentement de l'auteur, ou si un représentant d'un Membre demande que la proposition ou l'amendement à la proposition soit mis aux voix séparément et que l'auteur ne présente pas d'objection. En cas d'objection, l'autorisation de prendre la parole sur la question est donnée d'abord à l'auteur de la motion tendant à diviser la proposition ou l'amendement, et ensuite à l'auteur de la proposition ou de l'amendement initial en discussion; après quoi, la motion tendant à diviser la proposition ou l'amendement est immédiatement mise aux voix.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 48</b></p> <p>Les parties d'une proposition ou d'un amendement à une proposition sont mises aux voix séparément si le Président en décide ainsi avec le consentement de l'auteur, ou si un représentant d'un Membre demande que la proposition ou l'amendement à la proposition soit mis aux voix séparément et que l'auteur ne présente pas d'objection. En cas d'objection, l'autorisation de prendre la parole sur la question est donnée d'abord à l'auteur de la motion tendant à diviser la proposition ou l'amendement, et ensuite à l'auteur de la proposition ou de l'amendement initial en discussion; après quoi, la motion tendant à diviser la proposition ou l'amendement est immédiatement mise aux voix.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [50] 49</b></p> <p>Les parties d'une proposition qui ont été approuvées sont ensuite mises aux voix ensemble; si toutes les parties essentielles d'une proposition ou d'un amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement sont considérés comme ayant été repoussés dans leur ensemble.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 49</b></p> <p>Les parties d'une proposition qui ont été approuvées sont ensuite mises aux voix ensemble; si toutes les parties essentielles d'une proposition ou d'un amendement ont été rejetées, la proposition ou l'amendement sont considérés comme ayant été repoussés dans leur ensemble.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [51] 50</b></p> <p>Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle constitue simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de la proposition. Un amendement fait l'objet d'un vote avant que la proposition à laquelle il se rapporte ne soit mise aux voix; si l'amendement est adopté, la proposition ainsi amendée est alors mise aux voix.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 50</b></p> <p>Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle constitue simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de la proposition. Un amendement fait l'objet d'un vote avant que la proposition à laquelle il se rapporte ne soit mise aux voix; si l'amendement est adopté, la proposition ainsi amendée est alors mise aux voix.</p>

Fonds de 1992	Fonds complémentaire
	<b>Projet</b>
<p style="text-align: center;"><b>Article [52] 51</b></p> <p>Si une proposition fait l'objet de plusieurs amendements, l'Assemblée vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Le Président fixe l'ordre du scrutin sur les amendements, conformément aux dispositions du présent article.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 51</b></p> <p>Si une proposition fait l'objet de plusieurs amendements, l'Assemblée vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Le Président fixe l'ordre du scrutin sur les amendements, conformément aux dispositions du présent article.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [53] 52</b></p> <p>L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement, ou qu'un amendement ne soit pas en cours de discussion. Tout Membre peut présenter de nouveau une motion qui est ainsi retirée.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 52</b></p> <p>L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement, ou qu'un amendement ne soit pas en cours de discussion. Tout Membre peut présenter de nouveau une motion qui est ainsi retirée.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article [54] 53</b></p> <p>Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée, elle ne peut faire l'objet d'un nouvel examen pendant la session en cours de l'Assemblée, à moins que celle-ci n'en décide ainsi à la majorité des Membres présents et votants. L'autorisation de prendre la parole à propos d'une motion devant faire l'objet d'un nouvel examen n'est accordée, outre l'auteur de la motion, qu'à un partisan et à deux adversaires de la motion; après quoi, la motion est immédiatement mise aux voix.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 53</b></p> <p>Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée, elle ne peut faire l'objet d'un nouvel examen pendant la session en cours de l'Assemblée, à moins que celle-ci n'en décide ainsi à la majorité des Membres présents et votants. L'autorisation de prendre la parole à propos d'une motion devant faire l'objet d'un nouvel examen n'est accordée, outre l'auteur de la motion, qu'à un partisan et à deux adversaires de la motion; après quoi, la motion est immédiatement mise aux voix.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Nomination de l'Administrateur</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article [55] 54</b></p> <p>Pour la nomination de l'Administrateur, l'Assemblée vote au scrutin secret en séance privée.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Nomination de l'Administrateur</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 54</b></p> <p>[Si la proposition de l'Administrateur relative à la nomination d'Administrateur du Fonds complémentaire devait être adoptée, aucune disposition correspondante ne serait requise (document SUPPFUND/A.1/11).]</p>
<p style="text-align: center;"><i>Amendements au Règlement intérieur</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article [56] 55</b></p> <p>Le présent règlement peut être modifié par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des Membres présents et votants.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Amendements au Règlement intérieur</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 55</b></p> <p>Le présent règlement peut être modifié par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des Membres présents et votants.</p>
<p style="text-align: center;"><i>Autorité de la Convention de 1992 portant création du Fonds</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article [57] 56</b></p> <p>En cas de divergence entre une disposition du présent règlement et une disposition de la Convention de 1992 portant création du Fonds, c'est le texte de cette Convention qui fait foi.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Autorité du Protocole portant création du Fonds complémentaire</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 56</b></p> <p>En cas de divergence entre une disposition du présent règlement et une disposition du Protocole portant création du Fonds complémentaire, c'est le texte de ce Protocole qui fait foi.</p>